

Paradoxe liberté

Critique des nouvelles servitudes, de Yves Charles Zarka et Les Intempestifs. Presses universitaires de France, 190 p.

Gilles Dupuis

Number 216, September–October 2007

La démocratie... et après?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/10318ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dupuis, G. (2007). Paradoxe liberté / *Critique des nouvelles servitudes*, de Yves Charles Zarka et Les Intempestifs. Presses universitaires de France, 190 p. *Spirale*, (216), 27–29.

Paradoxale liberté

CRITIQUE DES NOUVELLES SERVITUDES
de Yves Charles Zarka et Les Intempestifs

Presses universitaires de France, 190 p.

par GILLES DUPUIS

« **S**ept, ils sont sept » : c'est le titre d'une cantate profane aux accents « révolutionnaires » que Prokofiev composa pendant la Révolution d'octobre 1917, sans que l'on puisse déceler, à la prime écoute, si les accès de fureur qui l'animent concourent à soutenir la révolution en cours ou s'ils ne servaient pas plutôt à condamner ses excès... Sept, c'est aussi le nombre des Intempestifs — quatre hommes (Christian Delacampagne, Jacques de Saint-Victor, Thierry Ménissier, Yves Charles Zarka) et trois femmes (Cynthia Fleury, Béatrice Magni, Michela Marzano) — « qui entendent s'élever contre les formes larvées de servitudes qui se mettent en place dans les sociétés démocratiques ». Ils proviennent majoritairement du secteur « philosophie politique » et œuvrent dans diverses universités (françaises, italiennes, américaines), mais ils ont surtout en commun de constituer un groupe singulier préoccupé par la question de la liberté en régime démocratique. À l'instar de l'œuvre puissante, originale, mais ambiguë du compositeur russe, l'ouvrage très riche, passionnant et stimulant, qu'ils nous livrent est à son tour ambivalent : « intempestif », certes, au sens fort où l'entendait Nietzsche, c'est-à-dire « impertinent » (d'après la signification que le XVIII^e siècle prêtait à ce mot, donc « pertinent » à l'époque moderne), mais aussi au sens plus courant de l'expression, qui signifie un événement inopportun ou une action inconvenante.

Soyons plus clair : Yves Charles Zarka et les Intempestifs ne manquent jamais d'à-propos ; au contraire, ils arrivent à point nommé et vont droit au but ! Mais on peut se demander, la lecture terminée, si l'apparent revirement de situation opéré par le dernier des Intempestifs (dans l'ordre de publication des textes) ne vient pas *a posteriori* teinter ce recueil issu « de la convergence des vues, non d'un collectif, mais d'un certain nombre d'individus singuliers, auteurs libres et indépendants », d'un soupçon d'idéologie néolibérale, dont les premiers s'étaient bien gardés dans leur texte respectif. Autre soupçon : selon le point de vue adopté — la quatrième de couverture et les pages liminaires de l'ouvrage qui présentent les sept membres du groupe *versus* les pages titres de la couverture et du texte ainsi que l'introduction du volume signée Zarka —, ou bien celui-ci fait partie intégrante des Intempestifs, comme membre égalitaire, ou bien il y figure en tant que chef de file... Qu'à cela ne tienne, c'est sans doute le premier ouvrage du genre en France, que l'on pourrait situer entre l'essai philosophique et le manifeste politique, à donner représentation à peu près équitable aux deux sexes dans une discipline traditionnellement peu hospitalière aux femmes ; répartition qui ne se retrouvait ni chez les surréalistes d'André Breton, ni même chez les situationnistes de Guy Debord, mais que les automatistes au Québec avaient déjà réalisée en 1948 autour d'Émile Borduas et de son manifeste *Réfus global*.

Les nouvelles servitudes

Comme le laisse entendre le titre du recueil, le palimpseste auquel tous les textes qui le composent se réfèrent, explicitement ou implicitement, est le traité d'Étienne de la Boétie, *Discours de la servitude volontaire ou contr'un*. Bien que chacune des contributions s'abreuve à d'autres sources — classiques (Montesquieu, Rousseau, Hobbes, Locke, Smith, Tocqueville, Constant, Mill, Marx, Durkheim) ou modernes (Arendt, Aron, Marcuse, Bourdieu, Habermas, Weber, Hirschman, Pocock, Hayek, Pettit, Negri, etc.), complétées par une liste impressionnante et judicieuse

de renvois ponctuels à des lectures complémentaires —, elles ne cessent collectivement de revenir à leur point de départ qui demeure fondamentalement l'idée de « servitude volontaire » (qu'elle soit consciente ou inconsciente ne change rien à son caractère « volitif »), laquelle persiste à définir, et surtout à limiter, le sujet démocratique dans nos sociétés dites libérales. Puisqu'elle devient plurielle chez les Intempestifs, rien ne nous interdit de déceler en elle un autre sens ; soit celui, juridique, qui régit le droit civil et public quand il impose une série de restrictions et d'obligations aux individus, notamment dans le secteur commercial de l'immobilier. Faisons un pas de plus dans cette direction et les nouvelles servitudes pourront être comparées aux vices cachés que recèle une propriété dont le futur propriétaire, qui en fera plus tard les frais, n'est pas en mesure d'évaluer l'ampleur au moment de signer le contrat de vente. Les nouvelles servitudes seraient alors les « vices cachés » de la démocratie contractuelle à l'occidental...

Quelles sont donc ces « servitudes » qui grèvent le sujet démocratique dans les sociétés néo voire ultralibérales ? Dans son court texte d'introduction, Yves Charles Zarka en présente quelques formes principales, qu'il reprendra par la suite dans sa contribution intitulée « Le maître anonyme » : « la mise en place des systèmes d'information, [...] l'établissement d'une société d'hypercontrôle ; le renforcement de la domination de l'opinion par l'hégémonie des grands médias [...] ; la formation de castes médiatico-politiques qui forment de nouvelles oligarchies [...] ; la formation d'un individu replié sur la sphère privée [...] ; enfin, la marchandisation généralisée de toutes les formes culturelles [...] ». Sur cette lancée, et en se basant notamment sur les magazines de psychologie populaire et de mode féminine, Béatrice Magni analyse, dans son texte ironiquement intitulé « L'esclave heureux », l'une des « pathologies démocratiques » actuelles, à savoir l'acquisition individuelle du bonheur et surtout « la confirmation de ce bonheur par la société », tandis que sa collègue, Michela Marzano, dénonce « L'asservissement contemporain du désir » à l'intérieur d'un « conformisme libertaire » qui fait de la prétendue libération du sexe le nouvel impératif catégorique. Pour sa part, Cynthia Fleury examine « Un nouveau mode d'exploitation du travail », soit celui des « vacataires » (les « intellectuels précaires »), « parfaitement déconsidérés mais de plus en plus nombreux » au sein d'un système économique qui mériterait le nom de « méritocratie ». Élargissant le débat, Jacques de Saint-Victor se réfère à la polémique qui a opposé le philosophe italien Benedetto Croce à son compatriote économiste Luigi Einaudi pour accuser « les excès de la liberté » auxquels le néolibéralisme nous a

conduits et qui culminent dans une forme renouvelée de « libérisme », alors que son confrère, Thierry Ménissier, choisit de se concentrer sur un cas particulier d'excès, soit « la pratique du lobbying au niveau politique », qui conçoit « la démocratie comme un marché, soumis à la loi de l'offre et de la demande ». Enfin, Christian Delacampagne s'intéresse plus particulièrement aux différences qui existent actuellement entre le modèle français et le modèle américain de la république, dans la mesure où ceux-ci répondent historiquement à « deux conceptions de la liberté » irréciliables.

Les paradoxes de la démocratie

S'il ne s'en tenait qu'à l'identification des nouvelles servitudes et à l'ébauche de quelques solutions de rechange (plutôt des mises en garde ou des pistes de réflexion que des solutions à proprement parler), l'ouvrage aurait déjà fait la démonstration incontestable de son utilité. Mais sa force, imparable, tient à un autre facteur encore plus pertinent : la mise au jour des paradoxes qu'engendre la nouvelle *doxa* démocratique dans l'après-coup de la mondialisation néolibérale. Le diagnostic clairvoyant l'emporte sur le traitement efficace, certes, mais dans un domaine où l'analyse s'avère le plus souvent déficiente ou prête à confusion, c'est déjà une avancée remarquable et tout à fait bienvenue. Chaque contribution du recueil s'attelle à pointer une contradiction cachée derrière l'illusion de liberté que nous procurent nos confortables démocraties. Comme l'écrit Zarka, en résumant la position de Stuart Mill, de Benjamin Constant et de Tocqueville (qui est aussi, incidemment, celle du Foucault de *Surveiller et punir*), « [l]a société démocratique engendre une nouvelle forme de domination qui est celle d'un maître impersonnel et anonyme, qu'on l'appelle tyrannie de la majorité ou nouveau despotisme politique ». Ce qui constitue le danger insidieux de cette forme de tyrannie, c'est précisément son caractère démagogique *désiré* par les sujets eux-mêmes qui choisissent de s'y soumettre « librement » sans prendre conscience qu'ils sont ainsi asservis : « Cette spécificité de la domination en régime démocratique tient en particulier à ce que, loin de s'opposer aux sentiments les plus répandus dans la population, elle les épouse, les renforce et les généralise. » La conclusion s'impose : « C'est donc sur nous-mêmes et parfois contre nous-mêmes que nous devons agir pour conserver notre liberté civile. »

Ce constat sera modulé par tous les autres auteurs du recueil, variant d'intensité selon l'angle d'approche choisi. Pour Béatrice Magni, le paradoxe de « l'esclave heureux » en régime démocratique, c'est que pour lui « l'émancipation — incontestablement présente dans la formule démocratique — consiste non à instituer une communauté politique libre, mais à se libérer de la politique, de l'espace public et du social », selon une conception individualiste de l'homme « privé ». Michela Marzano, quant à elle, évoque les contradictions inapparentes de la

société de consommation qui, sous couvert de libéralisme, prétend affranchir la sexualité des sujets alors qu'elle ne fait que confirmer sa valeur d'échange en marchandant leurs désirs : « Paradoxes d'un système libertaire qui arrive à utiliser le mythe de la libération de la sexualité pour la réduire à un élément du libéralisme économique. » L'idéologie du « travail », par opposition au droit à « l'emploi », a fait en sorte, selon Cynthia Fleury, que les idéaux républicains soient sacrifiés au nom d'un capitalisme étrangement monarchique : « Le fonctionnement du capitalisme, notamment financiarisé, avec l'arrivée des stock-options, a en effet permis la relégitimation d'une caste aristocratique que la République avait institutionnellement déchu de son piédestal. » Retour du refoulé? Quoi qu'il en soit, l'avertissement est de rigueur : « S'il n'a échappé à personne que, pour lutter contre l'insécurité civile, un État de droit fort est nécessaire, il ne devrait échapper également à personne que, pour lutter contre l'insécurité sociale, un État social fort est nécessaire. »

S'il ne s'en tenait qu'à l'identification des nouvelles servitudes et à l'ébauche de quelques solutions de rechange (plutôt des mises en garde ou des pistes de réflexion que des solutions à proprement parler), l'ouvrage aurait déjà fait la démonstration incontestable de son utilité. Mais sa force, imparable, tient à un autre facteur encore plus pertinent : la mise au jour des paradoxes qu'engendre la nouvelle doxa démocratique dans l'après-coup de la mondialisation néolibérale.

Comme on le voit des exemples précédents, un certain renouvellement de la pensée de gauche, encore timide mais nécessaire, se profile derrière la critique des nouvelles servitudes, du moins chez les trois Intempestives. Car à partir du texte suivant, les Intempestifs semblent plutôt enclins à défendre le libéralisme — « La démocratie constitutionnelle et libérale ne connaît pas aujourd'hui d'alternative » (Zarka) —, en se limitant à critiquer ses excès. Jacques de Saint-Victor oppose le libérisme au libéralisme, reprochant au premier système de réduire l'homme au statut d'« homo œconomicus » et de « confondre les moyens avec la fin », tandis que l'autre (notre système) reconnaîtrait la nécessité de dépasser la simple « liberté économique » en lui imposant les responsabilités de la « liberté politique ». Ce qui n'empêche pas, toutefois, le paradoxe de resurgir au sein du libéralisme, puisque ce sont « les excès de la liberté [qui] ramènent la politique dans le jeu par le biais de la question sociale ». Pour Thierry Ménissier, la pratique du lobbying dans les démocraties modernes n'est pas en soi un mal, bien qu'elle soit perçue telle en France et en Europe continentale où elle est le plus souvent synonyme de « corruption », mais peut le devenir si elle n'est pas encadrée par des mécanismes régulateurs. Ménissier distingue entre un « lobbyisme éclairé » et un « lobbyisme manipulateur », ce dernier seul devant faire l'objet à ses yeux d'une restriction en régime libéral. Enfin, Christian Delacampagne, le seul « intempestif » à œuvrer aux États-Unis, est aussi le seul à souscrire à une vision résolument néolibérale de la démocratie, reprochant aux Français de se tromper « sur la signification du concept de liberté » en se croyant tout permis, alors que les Américains auraient compris que « l'exercice de la liberté est, en pratique, inséparable d'une certaine discipline ». Selon cette conception de la démocratie, la liberté est un bien qui doit être « négocié » et non simplement revendiqué. Pas étonnant dès lors que l'auteur, à l'instar de Matthieu Baumier (voir mon autre texte dans ce dossier), voie dans « les véritables défenseurs de la liberté [sous-entendu : les États-Unis et Israël] nos véritables alliés »...

La troisième voie

On pourra regretter que cette critique judicieuse des nouvelles servitudes, si perspicace et nuancée au niveau de ses analyses, se termine sur une note aussi convenue et décevante. Aussi reviendrai-je au texte d'Yves Charles Zarka, « Le maître anonyme », pour clore, sur une note moins « intempestive » (cette fois au sens courant du mot), mais aussi plus personnelle, ma brève incursion dans l'œuvre des Intempestifs.

En se référant à Isaiah Berlin, Zarka distinguait dans son texte entre deux conceptions de la liberté : « *La liberté négative, pensée comme indépendance, non-immixtion extérieure, non-ingérence ou non-interférence* » et la « *liberté positive* », où « *le désir d'être souverain ou de participer aux mécanismes politiques qui conditionnent notre existence devient décisif* ». La première est celle des penseurs libéraux comme Locke et Mill en Angleterre, Constant et Tocqueville en France, qui préconisent « *qu'une frontière doit protéger la liberté individuelle et la vie privée de l'ingérence de l'autorité politique* » ; la seconde stipule « *le primat de la collectivité sur l'individu* » et peut déboucher aussi bien sur un régime démocratique (le modèle républicain français fondé sur la « *volonté générale* » de Rousseau) que sur « *la tyrannie du collectif* » (par exemple, la dictature du prolétariat dans les régimes communistes). Or il existerait « *une troisième voie de la liberté, qui ne se réduirait pas aux termes de l'opposition entre liberté positive et liberté négative* ». Cette voie, postulée par le courant dit « *républicaniste* » ou « *néo-républicaniste* » (Pocock), tenterait de se frayer un chemin entre « *une conception libérale de la liberté* » (l'ancienne liberté négative) « *et une conception républicaine — qu'il n'est en revanche pas possible de ramener à la liberté positive, mais relève pour une part de la liberté négative et pour une part de la liberté positive* ». Il s'agit ni plus ni moins de la voie qui nous permettrait de redéfinir le

concept de « *liberté civique* » dans un cadre démocratique moderne, voire postmoderne.

Pourquoi ce long détour, qui reste en partie énigmatique, à la fin de mon propre parcours de lecture ? Parce que ces trois voies me semblent résumer assez bien les tribulations démocratiques du Québec tout au long de son histoire, pris entre le courant négatif (c'est la voie libérale du fédéralisme, où il s'agit de respecter les compétences des provinces sans ingérences de la part de l'État centralisateur) et le courant positif (c'est la voie séparatiste de l'indépendance ou de la souveraineté-association, qui suppose l'autodétermination du peuple à tous les niveaux politiques), et peut-être, enfin, engagé sur une voie inédite où il devra découvrir la liberté politique qui lui convient : soit se réinventer comme nation civique à l'intérieur de l'État-nation canadien, selon la conception libérale de la liberté ; soit s'inventer un pays distinct en partenariat avec le monde, en s'inspirant du modèle républicain. Quelle que soit la voie de l'avenir, espérons — malgré la réalité présente fort inquiétante — que le Québec de demain saura éviter les écueils de la démagogie populiste pour renouer avec sa propre tradition de la social-démocratie. ☉

Christian Barré, **Médiation**, 1999
Détail, installation, métal, bois, plaquage, micro, mini téléviseur,
vidéo de 3 minutes, réfugié économique (Pablo).
Photo : gracieuseté de l'artiste

